



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

24 Mars 2022

Conflit en Ukraine

	Importations de blé et méteil			
	Totales (MUSD)	% dans les importations totales	% en provenance de Russie sur les importations totales de blé et méteil	% en provenance d'Ukraine sur les importations totales de blé et méteil
Burundi	22,85	2,5	29,6	0,0
Ethiopie	431,18	3,1	6,2	26,2
Kenya	458,41	23,0	31,7	1,6
Madagascar	20,02	0,6	54,2	0,0
Maurice	32,56	0,8	0,0	0,0
Ouganda	151,71	1,8	33,3	11,7
Somalie	17,68	0,4	36,7	53,1
Soudan*	909,00	9,0	61,0	2,0
Tanzanie	171,37	2,0	63,2	6,4

Données Trade Map 2020

(* Données Banque centrale du Soudan)

🌐 La République démocratique du Congo sera officiellement admise au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) la semaine prochaine

Le Secrétaire général de la CAE, le Dr Peter Mathuki, a confirmé que les chefs d'État approuveraient l'admission de la RDC le 29 mars, soit trois ans après sa demande officielle. L'intégration à la RDC ajoutera ainsi un marché de près de 90 millions de personnes à la CAE, qui compte aujourd'hui 193 millions de citoyens. La RDC, riche en minéraux, a déjà établi des liens commerciaux avec la plupart des États membres de la CAE par le biais d'accords bilatéraux et au niveau multilatéral, via par exemple l'adhésion à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) dont la Tanzanie est membre. Par ailleurs, la CAE est en train de réviser le protocole du marché commun entré en vigueur en 2010 pour faciliter l'arrivée de la RDC et stimuler le commerce intra régional qui stagne à environ 15 %. En effet, si le marché commun devait permettre la libre circulation des biens, des services, de la main d'œuvre et des capitaux, la mise en place de barrières tarifaires et non-tarifaires et le non-respect des règles par certains États membres ont depuis quelques années entravé son effectivité.

🌐 Les pays d'Afrique de l'Est vont bénéficier d'un plan d'investissement de 8,8 Mds USD

Les États d'Afrique de l'Est bénéficieront d'au moins 8,8 Mds USD d'investissements dans les secteurs des transports, de la santé, de l'énergie et de l'agriculture grâce aux accords conclus dans le cadre du Forum africain de l'investissement 2021 qui s'est achevé jeudi dernier, un montant qui s'élève à 16,9 Mds USD pour les pays d'Afrique de l'Ouest, 4,3 Mds USD pour les pays l'Afrique Centrale, 5,4 Mds USD pour les pays d'Afrique Australe et 804 MUSD pour l'Afrique du Nord. Organisé par la Banque africaine de développement en partenariat avec d'autres organisations financières telles que la Banque africaine d'import-export (*Afrexim*) et la Société financière africaine, l'événement a donné lieu à 43 accords d'investissements pour un montant de 36,2 Mds USD pour le continent africain, un montant inférieur aux 58 Mds USD initialement attendus. Pour l'Afrique de l'Est, l'accord le plus important concerne le corridor ferroviaire qui ira de Dar es Salaam à Kinshasa en passant par Bujumbura, avec une extension jusqu'à Kigali, qui sera réalisé sous la forme d'un partenariat public-privé pour un montant de 3,3 Mds USD. D'autres transactions conclues pendant le forum, pour des montants encore non spécifiés, visent à faciliter la production de vaccins au Kenya ou encore à soutenir l'agriculture via la production de blé et de céréales pour améliorer la sécurité alimentaire de l'Afrique de l'Est.

Burundi

L'économie du Burundi devrait croître de 3,6 % en 2022

L'économie du Burundi devrait connaître une croissance de 3,6 % contre 2,4 % l'année dernière selon le Fonds Monétaire International (FMI). La croissance de 2,4 % en 2021, contre 0,3 % en 2020, s'explique par l'assouplissement des restrictions liées au covid en matière de voyage ou de distanciation sociale qui ont notamment bénéficié aux secteurs primaires et tertiaires, une reprise économique qui devrait être d'autant plus forte pour l'année à venir et ce dans l'ensemble des secteurs. Après une hausse de l'inflation en 2021 qui a atteint 8,3 % contre 7,5 % en 2020 en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, elle pourrait s'accélérer pour atteindre 9,2 % en 2022 en raison de la hausse des prix provoquée par la guerre en Ukraine. Le déficit budgétaire devrait quant à lui s'établir à 4,6 % en 2021/2022 contre 7,9 % en 2020/2021, grâce à une amélioration du recouvrement des recettes, à une augmentation des subventions et à une diminution des dépenses courantes. Il devrait cependant se creuser en 2022/2023 en raison d'une nouvelle augmentation de l'investissement, compensant la hausse attendue des recettes et des subventions. Enfin, après s'être creusé en 2021 en raison à la fois d'une baisse des exportations (café et produits miniers) et d'une hausse des importations liée aux besoins en biens intermédiaires et aux importations liées au covid, le déficit courant devrait encore se creuser en 2022, à 4,6 %, en raison de la hausse des prix des produits de base, notamment du pétrole. Les réserves de devises s'établissent à 2,1 mois d'importations.

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Erythrée

Visite de l'envoyé spécial de la Chine en Erythrée

Le président érythréen, Isaias Afwerki s'est entretenu avec l'envoyé spécial de la Chine, l'ambassadeur Xue Bing, le 12 mars 2022. Il a souligné le rôle de la Chine dans le soutien des efforts des pays de la Corne de l'Afrique pour l'intégration régionale et exprimé son soutien à la tenue du Sommet de la Corne de l'Afrique en Chine. L'ambassadeur Xue Bing, pour sa part, a rappelé la volonté de la Chine d'approfondir les relations bilatérales avec l'Érythrée ainsi que de « promouvoir la sécurité, le développement et la bonne gouvernance » dans la région et souligné le rôle de l'Érythrée dans l'initiative de la Chine pour la paix et la stabilité dans la Corne de l'Afrique ("*Outlook on Peace and Development in the Horn of Africa*"). La nomination de M. Xue en janvier 2022 fait partie d'une liste croissante d'envoyés spéciaux pour la Corne d'Afrique, dont Hannah Tete pour l'ONU, l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo pour l'UA, David Satterfield pour les États-Unis, Annette Weber pour l'UE et Frédéric Clavier pour la France. Ces nominations visent à répondre à un contexte sécuritaire qui s'aggrave (Al-Shabaab en Somalie, conflit dans le Tigré en Éthiopie et post-coup d'État au Soudan).

🌐 Ethiopie

Difficultés du gouvernement éthiopien à s'approvisionner en denrées alimentaires de base

Le gouvernement éthiopien a émis une nouvelle directive qui oblige les importateurs de denrées alimentaires de base *duty free* (au nombre de 300) de vendre en priorité aux coopératives de quartiers. Face à une forte inflation alimentaire (+41,9% en février 2022 en g.a), la directive vise donc à supprimer la vente de produits subventionnés sur le marché noir. En effet, malgré un secteur agricole important (85% des exportations) et la présence d'usines de transformation alimentaire locales, la production locale éthiopienne ne suffit pas à répondre à la demande d'une population en forte croissance (+2,5% par an).

Accroissement progressif du prix de l'huile alimentaire

Le prix de l'huile alimentaire en Éthiopie enregistre une inflation importante (+92,9% en g.a. en février 2022). Alors que le gouvernement éthiopien avait alloué 400 MUSD pour l'importation d'huile de palme brute sur 2021/22, ce montant est désormais insuffisant. En effet, le budget avait été fixé en juillet 2021, lorsque le prix d'une tonne d'huile était de 1100 USD contre 1900 USD actuellement, soit une hausse des prix 73%. L'huile brute et semi-transformée, principalement importée depuis la Malaisie, est destinée aux cinq usines d'huile alimentaire à grande échelle du pays (*Phibela, Worku Aytenew, Shemu, Harmessa and Al-Impex*). Alors que les oléagineux représentent le 3^{ème} poste d'exportation du pays (335 MUSD – 9,3% des exportations en 2020/21), 95% des besoins en huile alimentaire sont couverts par les importations. En effet, en raison d'une balance

commerciale déficitaire, l'Éthiopie se trouve en pénurie structurelle de devises et se voit contrainte d'exporter (majoritairement des denrées primaires agricoles) « à tout prix ». Cette priorisation des exportations entre en concurrence avec la volonté de développer les capacités de transformation locale. Ainsi, les transformateurs d'huile alimentaire ne tournent qu'à 25% de leur capacité et vont jusqu'à demander l'interdiction des exportations de soja

🌐 Kenya

Soutien budgétaire de la Banque mondiale d'un montant de 750 MUSD

La Banque mondiale a approuvé l'octroi d'un prêt de 750 MUSD (prêt de 230 MUSD de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement et crédit de 520 MUSD de l'Association Internationale pour le Développement) qui, associé à des réformes de marchés publics, vise à soutenir la transformation économique. Pour rappel, le Kenya était classé 128^{ème} sur 179 pays en 2021 selon l'Indice de perception de la corruption, avec un score inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Le prêt, qui est assorti d'un taux d'intérêt annuel d'environ 3,0%, constitue la deuxième tranche d'une facilité de crédit lancée en 2020 (DPO), la première tranche ayant été décaissée en juin dernier. Les réformes liées à ces prêts comprennent la mise en place d'une plateforme électronique pour les marchés publics afin de favoriser la transparence et de réduire les possibilités de corruption. D'ici à la fin de 2023, le programme vise à ce que cinq ministères, départements et agences, achètent tous les biens et services par le biais de la plateforme électronique de passation de marché. Le programme soutiendra également les réformes dans le domaine de l'énergie, en créant une plateforme pour les investissements dans les énergies propres. Le décaissement d'un montant important à quelques mois d'un changement de gouvernement a toutefois fait l'objet de critiques

sur les réseaux sociaux, dans le contexte actuel de campagne présidentielle.

Le Kenya devrait renforcer ses exportations d'ici à 2030

D'après les rapports sur l'avenir des échanges commerciaux d'ici à 2030 publiés par *Standard Chartered*, le Kenya fait partie des neuf pays qui stimuleront le commerce grâce au développement massif de ses infrastructures et au renforcement des coopérations régionales qui devraient améliorer l'environnement commercial. Les exportations kenyanes devraient croître à un taux moyen annuel de 7,6 %, de 4,9 Mds USD en 2020 à 10,2 Mds USD en 2030. Les exportations mondiales totales devraient augmenter de 70 %, passant de 17 400 Mds USD à 29 700 Mds USD au cours de la prochaine décennie. Le corridor d'exportation du Kenya connaissant la croissance la plus rapide serait celui avec le Pakistan, avec un taux de croissance moyen de 10,7 %, et devrait rapporter plus d'1 Md USD au pays. L'Ouganda et les États-Unis resteront quant à eux les principaux corridors d'exportation du Kenya, et devraient représenter respectivement 11 % et 9 % des exportations totales en 2030. Les graines comestibles, les produits sidérurgiques et les produits pharmaceutiques devraient être à l'origine de cette croissance.

Un nouveau plan numérique pour renforcer la croissance socio-économique

Le ministère des Technologies de l'Information et de la communication a annoncé l'élaboration d'un plan numérique directeur destiné à favoriser le développement socio-économique du pays. Ce nouveau plan directeur numérique s'inscrit dans la continuité de la politique nationale des technologies de l'information et de la communication (TIC) 2019-2024 et devrait soutenir l'atteinte des objectifs de la Vision 2030. Parmi les actions incluses dans ce plan, le gouvernement kényan prévoit notamment : i) l'implantation de 100 000 km de fibre ; ii) la

fourniture de 1,2 millions d'ordinateurs portables aux écoles ; iii) la formation de 350 000 enseignants à l'utilisation des technologies ; et iv) la connexion de 40 000 écoles à un réseau internet fiable. La mise en œuvre du plan est estimée à 5 Mds KES, soit près de 40 MEUR.

Madagascar

Poursuite de la reprise économique en 2022 selon le FMI

Dans le rapport relatif à la première revue du programme de Facilité élargie de crédit (FEC), le FMI prévoit une hausse de la croissance en 2022 (+5,4 % contre 3,5 % l'année précédente). La croissance sera tirée par le secteur secondaire (+9,3 % contre +9,6 % en 2021 grâce au maintien des performances du secteur minier. Les secteurs primaire et tertiaire connaîtront chacun une progression de 5 %, contre respectivement +4 % et +2,6 % en 2021. Le FMI maintient Madagascar en risque de surendettement modéré comme en 2021 et prévoit une légère baisse de la dette publique à 52,9 % du PIB (contre 53,1 % en 2021). Le taux d'investissement augmentera également (de 16,6 % à 19,3 % du PIB).

Maurice

Pas de brève cette semaine

Ouganda

Approbation par le FMI de la revue article IV et de la première revue du Programme ECF en faveur de l'Ouganda

Le Conseil d'Administration du FMI a approuvé l'examen de l'Ouganda au titre de la revue article

IV et de la première revue du programme Facilité élargie de crédit, mis en place en juin 2021 pour aider le pays à surmonter les effets de la pandémie de COVID-19. Cette décision ouvre la voie au décaissement d'une tranche de 127 MUSD sur près d'1 milliard prévu par l'accord. Le cumul des décaissements après cette tranche s'élèverait à 385 MUSD. Dans son communiqué, le FMI souligne les efforts du pays qui ont permis de maintenir la croissance à un niveau satisfaisant (3,8 % en 2021/22), le respect de plusieurs objectifs et les avancées observées dans la mise en œuvre du programme de réforme, malgré un environnement difficile et des retards techniques et législatifs. Pour souligner la bonne gestion face à la pandémie et de l'économie dans son ensemble, le FMI a décerné à l'Ouganda un certificat de « bonne santé ». La priorisation des dépenses sociales, le maintien de la dette, le renforcement de la gouvernance et l'amélioration des cadres des secteurs monétaire et financier, permettront de stimuler une croissance inclusive et durable, tirée par le secteur privé. Le FMI fait également référence au rapport de l'Auditeur général en 2021 révélant qu'un total de 676 Mds UGX (188,7 MUSD) des fonds alloués à l'Ouganda pour lutter contre la Covid-19 ont été utilisés de manière non conforme (règlements des arriérés intérieurs). Le FMI exhorte le gouvernement à augmenter ses recettes et à réduire (et rééchelonner) certaines de ses dépenses pour consolider ses capacités budgétaires et maintenir la soutenabilité de sa dette. Malgré la marge de progression qui reste à faire pour Kampala, l'évaluation du FMI renforce la confiance envers l'économie ougandaise et la capacité du gouvernement à respecter ses engagements.

Rwanda

Le Rwanda dédie 134 hectares à la production de cannabis

Dans la lignée de l'arrêté ministériel publié en juin, fournissant un cadre pour la culture, la transformation, la distribution et l'utilisation responsable et sécurisée de cannabis dans le pays, le *Rwanda Development Board* (RDB) a annoncé que le gouvernement avait désigné une zone spécifique de 134 hectares pour produire du cannabis thérapeutique et développer ce site. Si aucune licence n'a pour le moment été délivrée pour la culture du cannabis, le RDB révèle que plusieurs entreprises dont 5 sont en phase avancée, se sont déjà positionnées pour obtenir la licence de production. Ce nouveau marché potentiel sera néanmoins interdit au niveau national puisque la consommation demeurera illégale (amendes et lourdes peines de prison). L'objectif est donc l'exportation notamment vers les principaux marchés mondiaux, Etats-Unis, Canada ou Europe.

Seychelles

Rencontre officielle en vue d'un accord de travail bilatéral avec le Népal

Le 18 mars, le ministre du travail de l'emploi et de la sécurité sociale népalais a rencontré son homologue seychellois pour discuter d'un accord bilatéral concernant le travail. Il est question d'assurer la protection des droits des travailleurs népalais aux Seychelles, mais également de faciliter les procédures de recrutement entre les deux pays. Ils sont au nombre de 1 176 aujourd'hui, exerçant surtout dans les secteurs du tourisme (36 %) et de la construction (18 %). Un groupe de travail a été mis en place et le pacte bilatéral devrait être signé dans un mois.

Somalie

Pas de brève cette semaine

🌐 Soudan

Déplacement du général Burhan à Riyad

Le 21 mars, le Président du Conseil de souveraineté s'est rendu en Arabie Saoudite pour une visite d'une journée. Il s'est notamment entretenu avec le Prince héritier, les discussions ayant porté sur la coopération militaire, la sécurité en mer Rouge et les investissements, notamment au travers du Fonds d'investissement saoudien. La crise économique que traverse le Soudan était également à l'ordre du jour de ces discussions. Cette situation économique continue à se dégrader, aggravée par les contrecoups de la crise ukrainienne et la poursuite de la dévaluation du SDG (630 SDG pour un dollar au taux bancaire). En moins de deux mois, les prix des carburants ont progressé de 65 % en moyenne et le prix du pain de plus de 30 %.

Remaniement des instances représentatives du secteur privé

Les autorités soudanaises ont procédé à un complet remaniement du *Sudanese Business Federation* (SBF), équivalent du MEDEF. Elles ont ainsi nommé fin janvier le nouveau comité de pilotage du SBF et mi-mars les comités de pilotage des trois principales chambres affiliées au SBF à savoir l'Union des chambres de commerce et les chambres des importateurs et des exportateurs. Le Président du SBF a accompagné le Président du Conseil de Souveraineté lors de son déplacement aux Emirats Arabes Unis courant mars, alors que les Présidents des chambres des importateurs et exportateurs ont accompagné le Vice-Président du Conseil de Souveraineté en Russie (fin février) et lors de son récent déplacement à Port Soudan.

🌐 Soudan du Sud

Adoption du budget 2021/2022 par le Parlement sud-soudanais

Le Parlement sud-soudanais a adopté le 17 mars à l'unanimité un budget de 338 Mds SSP (787 MUSD) pour l'exercice budgétaire 2021/2022. Selon le discours de présentation du budget au Parlement par le ministre des Finances en février, 29,3 % du budget seront affectés aux traitements et salaires, 28,9 % aux frais de fonctionnement (hors personnel), 18,1% aux transferts aux États et obligations internationales, 16,2 % aux dépenses en capital, 5,2 % à la mise en œuvre de la paix et 2,2 % aux divers et imprévus. Concernant les secteurs, les fonctions économiques arrivent en tête avec 25,4 %, suivi entre autres de l'éducation (17,1%), l'administration publique (14,4 %), la sécurité (15,1%) et la santé (9,6 %). Si le processus de préparation budgétaire accuse du retard (9 mois de retard), ce vote constitue cependant une première étape vers un retour à la normale après deux années sans vote du budget par le Parlement. Pour mémoire, l'amélioration du processus budgétaire fait partie des priorités du programme de réformes de la gestion des finances publiques, bénéficiant de l'appui des partenaires au développement, dont la Banque mondiale et le FMI.

A Malakal, les crédits d'énergie renouvelable pour la paix (P-REC) permettront l'électrification solaire de l'hôpital universitaire

Outil de la finance verte, les crédits d'énergie renouvelable (CER) sont des certificats détenus par les producteurs d'énergies renouvelables lorsqu'ils produisent un MWh d'électricité et l'envoi au réseau électrique. Le P-REC est un CER avec un label supplémentaire « paix » émis par *Energy Peace Partners* (EPP) pour certifier le soutien au financement de la production

d'énergie renouvelable dans les pays fragiles et pauvres en énergie. A Malakal, l'Organisation International pour les migrations (OIM) envisage de financer l'électrification solaire de l'hôpital universitaire de Malakal (un des plus grands camps du pays avec plus de 30 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays) avec des *P-REC*. S'achevant fin 2022, l'électrification permettra de fournir une source d'énergie verte et d'améliorer les services de santé à l'hôpital ainsi que dans le camp. La centrale solaire de Malakal est un système photovoltaïque et de batteries de 700 kW mis en place en 2020 qui répond à la majorité des besoins énergétiques du centre humanitaire. Après certification par EPP, le CER sera obtenu par le fournisseur de solutions renouvelables *3Degrees*, sur la production de la centrale solaire de l'OIM, qui les a transférés à *Block* (entreprise américaine spécialisée dans les services financiers de nouvelle technologie). Ce contrat est le plus gros *P-REC* au monde et une première au Soudan du Sud, qui rejoint d'ailleurs un club très privilégié de pays africains émettant des *P-REC* d'EPP, à savoir la République démocratique du Congo, la Somalie et le Tchad. Ce contrat est une bonne nouvelle pour ouvrir la voie des modèles de financement verts, reproduire la pratique avec d'autres entités de l'ONU et organisations internationales et accélérer le rôle du secteur privé dans le soutien aux projets à fort impact dans certaines communautés difficiles à atteindre.

Tanzanie

TotalEnergies inaugure sa première station-service équipée de panneaux solaires en Tanzanie

TotalEnergies a inauguré, le 21 mars 2022 à Dar es Salam, sa première station-service solarisée (c'est-à-dire équipée de panneaux solaires) en Tanzanie. Sur la centaine de stations-service TotalEnergies dans le pays, 68 devraient être

équipées de panneaux solaires d'ici la fin de l'année. Des objectifs qui rejoignent ceux du groupe à l'échelle mondiale puisque TotalEnergies vise la solarisation de 50 % de son réseau de stations-services d'ici la fin 2022 (soit approximativement 2 000 stations-services concernées sur le continent africain) et 100 % d'ici 2023.

Présent à l'inauguration, le ministre de l'Énergie, January Makamba, a rappelé l'ambition de la Tanzanie de devenir un hub énergétique pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Centrale grâce à sa situation géographique mais aussi à ses infrastructures et à la stabilité institutionnelle du pays qui lui permettent d'approvisionner ses voisins en pétrole (45 % des hydrocarbures entrant par les ports tanzaniens sont destinés aux pays frontaliers enclavés). Le Ministre a aussi insisté sur l'importance de développer les infrastructures portuaires du pays en partenariat avec le secteur privé.

Eutelsat, via sa filiale Konnect Broadband Tanzania, lance son service internet haut débit par satellite

Konnect Broadband Tanzania, filiale du groupe *Eutelsat* créée en 2019, a officiellement lancé son service internet haut débit par satellite en Tanzanie le 16 mars 2022. La Tanzanie fait partie des 39 pays d'Afrique subsaharienne qui bénéficient de la solution développée par *Eutelsat*. Ces services permettraient de connecter à l'Internet, à prix abordable, les territoires isolés (et hors de portée des réseaux traditionnels) du pays. Avec pour principale clientèle cible les entreprises et les administrations publiques (mais pas uniquement), la solution *Konnect* pourrait profiter à plusieurs secteurs tels que l'agriculture, le tourisme, le secteur minier, l'éducation et la santé.

La réduction de la fracture numérique en Tanzanie est un problème public puisque, selon l'Autorité de Régulation des Communications de la Tanzanie (TCRA), le taux de pénétration

d'Internet n'était que de 50 % en 2021. L'Etat s'est fixé pour objectif d'augmenter la proportion d'utilisateurs d'Internet à 80 % d'ici à 2025. Lors du lancement officiel du service à Dar es Salam, le directeur général du groupe en Afrique a annoncé un investissement de 250 MEUR sur 15 ans pour le déploiement des services satellitaires d'*Eutelsat* sur le continent africain.

Le FAD accorde un prêt de 125 MUSD pour l'eau et l'assainissement à Dodoma

Le Fonds Africain de Développement (FAD) financera via un prêt concessionnel la première phase du programme de développement et d'assainissement résilient et durable à Dodoma, à hauteur de 125,3 MUSD. Le gouvernement tanzanien contribue également au projet, pour un montant de 7,6 MUSD. Ces fonds seront notamment destinés à la construction d'un barrage près de Dodoma, la mise en place d'une station de traitement de l'eau et à des études pour les phases suivantes. Ces phases ultérieures (restant à financer) viseront la construction de canalisations d'eau traitée et de réseau de distribution et le développement de services d'assainissements pour les villes de Dodoma, Bahi, Chemba et Chamwino. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la Vision 2025 du pays, qui inclut notamment l'objectif d'améliorer l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires améliorées à 93 % et 95 % respectivement à horizon 2025.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international